



Bureau
international
du Travail

Développer l'économie rurale par l'inclusion financière: le rôle de l'accès au financement

TRAVAIL DÉCENT DANS L'ÉCONOMIE RURALE
NOTES D'ORIENTATION DES POLITIQUES



Les communautés rurales sont celles qui ont le plus besoin de services financiers, mais restent les plus mal desservies à cet égard. L'inclusion financière des zones rurales peut libérer leur immense potentiel économique, et bénéficier aux pauvres en milieu rural en y augmentant le revenu des ménages et en y favorisant le travail décent. L'Organisation internationale du Travail (OIT) peut largement contribuer à cet objectif en mobilisant sa capacité technique en cette matière et en intégrant les stratégies d'accès au financement dans ses travaux sur l'économie rurale, et en démultiplier l'effet en s'appuyant sur ses mandants.

1. Logique et justification

Les liens entre un système financier solide, la croissance économique et le développement font l'objet d'études depuis de nombreuses années, et nombreux écrits théoriques et empiriques démontrent l'existence d'une relation positive entre ces facteurs¹. La situation n'est pas différente en ce qui concerne le développement de l'économie rurale, qui doit se fonder sur le travail décent. Toutefois, les communautés rurales sont très mal pourvues en services financiers. Selon les données de Global Findex, 62 pour cent de la population adulte mondiale détenaient un compte dans une institution financière officielle, ou avaient accès à des services financiers sur téléphone portable² en 2014, avec des disparités entre les femmes et les hommes (58 et 65 pour cent respectivement), et entre les régions, les moins bien dotées étant le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, et l'Afrique subsaharienne (14 et 34 pour cent respectivement). Bien que les données de 2014 ne permettent pas d'établir une distinction à cet égard entre les zones rurales et urbaines, les données antérieures indiquent un écart considérable à partir de 2011, seuls 46 pour cent des adultes en zone rurale bénéficiant d'accès au financement, comparativement à 58 pour cent en milieu urbain³.

Les résidents des zones rurales ont besoin de services financiers pour diverses fins: produire (constitution d'actifs et de fonds de roulement); assurer leur protection (atténuer l'exposition aux risques, y compris en matière de santé); acheter du bétail, du matériel et des intrants agricoles; entretenir les infrastructures; embaucher de la main-d'oeuvre pour les plantations et les récoltes; transporter les produits vers les marchés; effectuer et recevoir des paiements; gérer les flux de revenus en saison de pointe pour couvrir les dépenses durant la basse saison; investir dans la formation, le logement et la santé; ou faire face aux urgences.

Les institutions financières officielles (p. ex. les banques commerciales, rurales, ou de développement agricole) ne proposent pas de services durables en zone rurale, ou leur offre ne répond pas à la demande, ce qui entrave le potentiel de développement de ces communautés:

- Les coûts de transaction sont élevés en zone rurale, notamment dans les régions isolées, en raison de la

faible densité de population, du manque d'infrastructures (communication, électricité, transports) et du faible niveau moyen des transactions, ce qui renchérit les services financiers. Par ailleurs, les coûts de transaction prohibitifs dissuadent les ménages de déposer leur épargne dans les établissements bancaires, les privant ainsi de la possibilité d'accumuler un patrimoine financier.

- Les systèmes juridiques qui ne garantissent pas les droits de propriété négociables s'accompagnent généralement de mécanismes inadéquats de garantie et d'exécution des contrats, ce qui restreint encore l'accès au financement. En conséquence, certains produits, tels le financement à long terme, sont quasi-inexistants en zone rurale.
- L'information financière est souvent déficiente dans les communautés rurales. Cela empêche les ménages et les entreprises d'élaborer des stratégies efficaces de gestion des risques et, par exemple, de comprendre le fonctionnement des polices d'assurance et la nécessité d'honorer régulièrement les échéances.
- En conséquence, les institutions financières informelles ou semi-formelles – et d'autres prestataires, comme les négociants ou les fournisseurs d'intrants, ou les réseaux de distribution, tels les sociétés de téléphonie mobile – ont graduellement acquis un rôle majeur dans la prestation des services financiers. Cependant, ces prestataires informels ont souvent une capacité institutionnelle et managériale insuffisante, et n'offrent qu'un nombre restreint de services financiers, souvent sans encadrement réglementaire. En outre, fonctionnant hors du système financier traditionnel, certains d'entre eux facturent parfois des taux d'intérêt prohibitifs, voire usuraires.
- Le changement climatique touche particulièrement les économies rurales, qui ne peuvent pas faire face et s'adapter à l'impact croissant des sécheresses, des inondations ou des tempêtes, parce qu'elles n'ont pas accès à l'assurance ou à des prêts d'urgence pour surmonter ces catastrophes soudaines, ou à un financement à long terme qui leur permettrait de s'engager dans des activités moins risquées.

Compte tenu de ces difficultés, de nombreuses initiatives ont été prises en milieu rural, afin d'offrir de nouveaux types de services financiers (Encadré 1)³.

¹ Voir R.W. Goldsmith: *Financial structure and development* (New Haven, Connecticut, Yale University Press, 1969); R. McKinnon: *Money and Capital in Economic Development* (Washington, DC, The Brookings Institution, 1973); R.G. King et R. Levine: "Finance and Growth: Schumpeter might be right", dans *The Quarterly Journal of Economics* (1993, Août), pp. 717-737; R. Levine: "Financial Development and Economic Growth: Views and Agenda", dans *Journal of Economic Development*, VOL. XXXV (1997), pp. 688-726; R. Levine, N. Loayza, et T. Beck: "Financial Intermediation and Growth: Causality and Causes", dans *Journal of Monetary Economics*, vol. 16, n°1 (2000), pp. 31-77; Beck, T.: *The Role of Finance in Economic Development: Benefits, Risks, and Politics*, Document de travail n°38 (European Banking Centre, 2011); et autres.

² Banque mondiale: Global Findex. Disponible sur l'adresse suivant: www.worldbank.org/globalfindex [consulté le 16 avril 2015].

³ Outre l'écart entre les données rurales ou urbaines, les données Global Findex 2011 et 2014 définissent différemment la détention d'un compte: les anciennes données se fondent exclusivement sur la détention d'un compte dans une institution financière (banque ou autre type d'établissement financier, comme une caisse de crédit, une coopérative ou une institution de microfinance), tandis que les données plus récentes prennent en considération la détention d'un compte dans une institution financière ou l'existence d'une relation bancaire à distance. Cette redéfinition aurait contribué à une augmentation entre les deux séries de données.

ENCADRÉ 1. Evolution de la prestation de services financiers en zone rurale

- Les migrations vers les villes ou les régions rurales voisines accroissent le volume des transferts de fonds entre les membres des familles, et partant, la demande de services fiables de virement d'espèces.
- Les Banques postales d'épargne commencent à jouer un rôle important dans les services de dépôt en zone rurale, par exemple au Kenya, en Afrique du Sud et en République-Unie de Tanzanie⁴.
- On assiste à une augmentation du nombre d'institutions financières coopératives appartenant à leurs membres, par exemple les groupes d'entraide, les associations villageoise d'épargne et de prêt, les coopératives d'épargne et de crédit et les associations de crédit. Les coopératives peuvent faire appel au financement croisé, et les fédérations des coopératives d'épargne et de crédit permettent à leurs membres de réaliser des économies d'échelle, comme la coopérative de Mixtlan et la Fédération UNISAP au Mexique⁵. Au Burundi, les coopératives de crédit recueillent plus de dépôts et consentent plus de prêts que les banques commerciales⁶.
- Plusieurs institutions de microfinance ont renforcé leurs activités en zone rurale (p. ex. la Banque ACLEDA au Cambodge)⁷, mais d'autres y ont mis fin en raison des pressions du marché. La microfinance a favorisé l'accès des ménages ruraux pauvres au financement, mais éprouve des difficultés à offrir des services financiers aux petits agriculteurs⁸.
- Il existe des écarts importants entre les économies à revenu élevé et les économies en développement en matière d'assurance. En 2011, on comptait 2,5 polices d'assurance par adulte dans les pays à revenu élevé, mais seulement 0,5 dans les pays en développement⁹, où ce chiffre est nettement inférieur dans les zones rurales. En revanche, l'accès à l'assurance est favorisé par les régimes bénéficiant d'un soutien public, et par les Associations mutuelles. En Inde, 37 millions de familles sont inscrites au Programme national d'assurance maladie (RSYB)¹⁰, et 20 millions d'agriculteurs émergent au Régime public d'assurance-récolte. Aux Philippines, les Associations mutuelles souscrivent 80 pour cent de la couverture d'assurance maladie.
- L'assurance peut aider les agriculteurs à augmenter leurs actifs et à améliorer leur productivité: les données existantes montrent que les polices d'assurance contre les risques primaires de catastrophe permettent aux agriculteurs d'augmenter les investissements dans leur exploitation et de faire des choix plus risqués (p. ex. acheter des intrants à haute valeur technologique ajoutée)^{11, 12}.
- Le recours aux technologies électroniques révolutionne la prestation des services financiers – y compris l'assurance – en milieu rural, et réduit les coûts de gestion des petites transactions¹³. Grâce aux services bancaires dématérialisés, les services financiers peuvent maintenant rejoindre des clients auparavant hors de portée. Les téléphones mobiles ou les cartes à puce biométriques aident les agents à recruter des clients, qui les utilisent pour effectuer des transferts d'espèces. Les dispositifs de radio-identification (RFID) implantés derrière les oreilles du cheptel aident à identifier les animaux assurés, facilitant ainsi les procédures de réclamation. En outre, l'utilisation des satellites rend possible l'assurance indicielle contre les aléas climatiques.
- Le financement assuré par les chaînes de valeur peut contribuer à réduire les risques de financement agricole et à améliorer la solvabilité des petits agriculteurs; il a été mis en œuvre avec succès dans plusieurs pays, tels le Costa Rica, l'Inde, le Malawi, le Mexique, la République-Unie de Tanzanie et l'Ouganda¹⁴.
- Dans certaines conditions, l'agriculture sous contrat s'est révélée efficace pour améliorer la solvabilité et les revenus des petits agriculteurs, et ce dans le monde entier¹⁵.
- L'investissement à l'impact a progressé ces dernières années (plus de 300 fonds de ce type) et devrait continuer de croître¹⁶. Quelque 6,6 pour cent des 8,8 milliards de dollars E.-U. investis à ce titre en 2012 l'ont été dans le secteur agricole¹⁷.

⁴ G. Nagarajan; R. Meyer: «Rural Finance Today», dans *Finance for the Poor*, vol. 7, n°4 (2006).

⁵ M. Hirschland et al.: "Financial Services in Remote Rural Areas: Findings from Seven Member-Owned Institutions", dans *Reaching the Hard to Reach: A comparative study of member-owned financial institutions in remote rural areas* (Antigonish, Nova Scotia, Coady International Institute, 2008).

⁶ O.P. Ardıc, K. Imboden et A. Latortue: *Financial Access 2012: Getting a more comprehensive picture*, Reports by CGAP and its partners, n°6 (Washington, DC, CGAP, 2013).

⁷ Nagarajan et Meyer, 2006, *op. cit.*

⁸ M.K. Sharma, J. Zhang: *Agricultural Finance for Sustainable Development, Expanding Agricultural Market Opportunities & Promotion of disadvantaged small farmers and MSMEs*. Document de travail, Workshop on Enhancing Exports' Competitiveness Through Value Chain Finance (Afrique du Sud, 15-16 septembre 2012).

⁹ Ardıc et al., 2013, *op. cit.*

¹⁰ Gouvernement de l'Inde: *Rashtriya Swasthya Bima Yojana Overview: Enrolment of Beneficiaries*. Disponible sur l'adresse suivant: www.rsyb.gov.in/overview.aspx [consulté le 17 avril 2015].

¹¹ D. Karlan et al: *Agricultural decisions after relaxing credit and risk constraints*, Microinsurance Innovation Facility Research, Document 23 (BIT, 2012).

¹² Y. Liu et al: *Borrowing from the insurer: An empirical analysis of demand and impact of insurance in China*, Microinsurance Innovation Facility Research, Document 34 (BIT, 2012).

¹³ Nagarajan et Meyer, 2006, *op. cit.*

¹⁴ Sharma et Zhang, 2012, *op. cit.*

¹⁵ M. Prowse: *Contract Farming in Developing Countries - A Review*, Agence Française de Développement, À Savoir, n° 12(2012).

¹⁶ CGAP: *Where Do Impact Investing and Microfinance Meet?*, Consultative Group to Assist the Poor Brief (2013).

¹⁷ Ce chiffre correspond à l'investissement agricole dans les zones urbaines et rurales.

2. Champ d'application et définitions

Dans le présent document, le terme «finance rurale» fait référence à la prestation de services financiers en milieu rural, susceptibles d'appuyer un large éventail d'activités économiques et d'aider les ménages disposant de niveaux inégaux de revenu; cette notion englobe les services financiers qui soutiennent tant l'agriculture que les autres activités. L'expression «finance agricole», quant à elle, recouvre la prestation de services financiers pour tous les intervenants du secteur agricole, y compris les transformateurs, les distributeurs et les exportateurs, qui peuvent exercer leurs activités en zone rurale, urbaine ou péri-urbaine. Enfin, la «microfinance» désigne la prestation de services financiers à petite échelle, y compris l'épargne, l'assurance, les prêts (à la production, d'urgence, de consommation), la location avec option d'achat, les services de transfert d'espèces, ou l'octroi de garanties. Le Schéma 1 illustre les chevauchements entre ces définitions, qui matérialisent le domaine pertinent pour l'économie rurale.

Schéma 1. La finance dans l'économie rurale.

Mercado financiero



International Fund for Agricultural Development (2010): Decision Tools for Rural Finance.

Le financement des chaînes de valeur joue un rôle important dans l'économie rurale, puisque toute distorsion des flux de produits et de services financiers à un point quelconque d'une filière peut en provoquer la dislocation. Concept directement lié au financement des chaînes de valeur, l'agriculture sous contrat constitue une forme d'intégration verticale au sein de ces filières: ainsi, une entreprise peut avancer des intrants agricoles – semences ou engrais – à un agriculteur, en échange d'un droit d'achat de la récolte. Dans le même ordre d'idées, les investisseurs solidaires qui avancent des fonds aux entreprises dans le but d'améliorer l'impact social et environnemental, tout en obtenant un rendement financier, font partie intégrante du système global de financement des chaînes de valeur.

Tous les services financiers dans l'économie rurale doivent être offerts de façon pérenne si l'on souhaite en garantir la disponibilité sur le long terme. Toutefois, il s'avère souvent nécessaire de les compléter par d'autres services, tels l'éducation financière et le développement commercial et agricole, ou encore

de nouer des liens avec les organismes locaux de santé, afin de permettre au milieu rural d'accéder au financement. Les populations vulnérables qui n'y ont pas accès risquent de se retrouver en situation encore plus précaire, voire d'être exposées au surendettement.

Les groupes cibles

L'accès au financement peut s'avérer un puissant outil de développement de l'économie rurale. Il est particulièrement important pour les travailleurs pauvres – y compris les travailleurs migrants, les travailleurs à domicile et les petits agriculteurs – afin de les protéger contre les divers aléas, de lisser les fluctuations de la consommation des ménages, d'accroître leurs revenus et de leur permettre d'investir dans leur entreprise. Toutefois, les entreprises agricoles et l'industrie agro-alimentaire ont également d'autres besoins – fonds de roulement, couverture d'assurance, crédit-bail, affacturage, garanties de prêts, capital-risque ou investissement à large impact –, à l'instar des autres entreprises qui peinent à accéder aux marchés financiers et aux ressources qui leur ouvriraient la porte du travail décent. Ces entités sont, en dernière analyse, les bénéficiaires des efforts de l'OIT pour améliorer l'accès au financement.

Rôle des mandants de l'OIT

Les mandants de l'OIT ont un rôle à jouer pour favoriser l'accès du monde rural au financement, et notamment les gouvernements qui doivent élaborer des politiques nationales afin d'améliorer les infrastructures financières et de promouvoir la finance rurale par le dialogue avec les prestataires de services financiers. Les organisations d'employeurs et de travailleurs peuvent également activer leurs réseaux pour faciliter l'accès aux services financiers, en particulier pour leurs membres mal desservis, et pour identifier leurs besoins et mieux y répondre, ce qui, parallèlement, pourrait contribuer à renforcer leur capacité institutionnelle.

Outre ses mandants, l'OIT doit mobiliser les acteurs du secteur financier si elle veut libérer le potentiel de l'économie rurale, et notamment: les ministères des Finances, du Travail et de l'Agriculture; les Banques centrales; les Associations de banquiers et d'assureurs; les Associations d'institutions de microfinance; et les prestataires de services financiers comme les banques commerciales, les banques publiques, les sociétés financières, les compagnies d'assurance, les prestataires de services postaux financiers, les ONG actives dans la microfinance, les organisations communautaires ou les coopératives de crédit, mais aussi d'autres fournisseurs et canaux de distribution, comme les négociants ou les sociétés de téléphonie mobile.

3. L'approche de l'OIT

L'OIT participe au développement de l'économie rurale en améliorant l'accès au financement par les mesures suivantes:

- Renforcement des capacités des mandants (gouvernements, organisations d'employeurs et de travailleurs), des intervenants du secteur financier et du personnel de l'OIT;
- Mise en place d'un guichet d'aide pour répondre aux demandes des mandants et du personnel de l'OIT, et contrôler la qualité de ses interventions;
- Promotion de l'innovation grâce à la recherche-action, et à la gestion des connaissances; et
- Promotion de l'adoption de normes de travail décent au sein des investissements à l'impact dans l'économie rurale.

Afin de renforcer les capacités des mandants et des acteurs du secteur financier, l'OIT a développé une série de trousseaux de formation sur divers sujets, notamment l'éducation financière¹⁸, la gestion des institutions de microfinance¹⁹, et les techniques de sensibilisation à l'importance de l'assurance. Ces dossiers de formation sont disponibles dans différentes langues, dont l'anglais, le français, l'arabe, l'indonésien, le khmer, le népalais, le mongol et le roumain; ils sont adaptés aux groupes cibles particuliers comme les jeunes, les femmes et les migrants, ainsi qu'aux contextes nationaux. Des programmes d'éducation financière existent par exemple pour le Cambodge, le Congo, l'Indonésie, la Mauritanie, la Mongolie, le Népal, la République de Moldova, le Sénégal, et d'autres pays encore. Le BIT peut également répondre aux demandes particulières des mandants pour renforcer leurs capacités dans certains domaines.

Dans le cadre du Programme d'action-recherche sur la microfinance pour le travail décent (*MF4DW*)²⁰, le BIT a étudié l'impact des innovations de microfinance sur les ménages pauvres et leurs entreprises, de 2008 à 2012. Le *MF4DW* a collaboré avec 16 institutions de microfinance du monde entier pour explorer divers thèmes: réduction du travail des enfants, amélioration des conditions de travail et des stratégies de gestion des risques, promotion de la formalisation du travail

et accroissement de la création d'emplois. Les évaluations d'impact sur la mise en œuvre de ces mesures novatrices montrent que les institutions de microfinance contribuent effectivement à une meilleure application du principe de travail décent chez leurs clients (voir l'exemple à la section 4). Sur la base de ces résultats positifs, il est prévu d'entamer la deuxième phase du programme, à savoir renforcer la capacité des intervenants à reproduire les expériences réussies, ou faciliter les processus à cette fin.

Partant du principe que l'assurance est essentielle pour le développement économique et social, le programme *Impact Insurance* de l'OIT²¹ œuvre depuis 2008 à améliorer l'offre de mécanismes d'assurance adéquats pour les familles pauvres dans les pays en développement, dont la majorité vit en zone rurale, afin de les aider à se prémunir contre les risques et à surmonter la pauvreté. Grâce à ce programme, le secteur de l'assurance, les gouvernements et leurs partenaires peuvent mettre en place des régimes d'assurance qui permettent de réduire la vulnérabilité, de renforcer les entreprises et de promouvoir de meilleures politiques publiques. En s'appuyant sur les réalisations et les leçons du passé, le programme s'efforce de stimuler l'innovation et de mettre en pratique les connaissances acquises (voir les exemples à la section 4).

Par son engagement dans l'Initiative sur l'accès aux assurances, l'OIT participe activement au dialogue sur les politiques en cette matière et au renforcement de la capacité des décideurs politiques en ce qui concerne l'accès des groupes vulnérables aux mécanismes d'assurance.

Dans le cadre de leur collaboration avec le *Africa Agriculture and Trade Investment Fund* depuis 2012, l'OIT et le PNUE recueillent des données sur la manière dont les grands prestataires de services financiers peuvent durablement intégrer les préoccupations sociales – y compris celles relatives au travail décent – dans leurs décisions de financement. Les enseignements tirés de cette collaboration permettront à d'autres prestataires de services financiers de mieux évaluer l'impact social et environnemental de leurs investissements.

L'avantage comparatif de l'OIT

Bien que l'OIT soit un acteur modeste sur ce créneau (l'amélioration de l'accès au financement afin de favoriser le développement de l'économie rurale), elle est reconnue pour son offre de services en cette matière:

¹⁸ BIT: *Éducation financière*, Département des entreprises (2015). Disponible sur l'adresse suivante: www.ilo.org/empent/areas/social-finance/WCMS_206163/lang-en/index.htm [consulté le 17 avril 2015].

¹⁹ BIT: *Assurer le fonctionnement de la microfinance*, Centre international de formation de Turin. Disponible sur l'adresse suivante: http://mmw.itcilo.org/fr/home?set_language=fr [consulté le 17 avril 2015].

²⁰ BIT: *La microfinance pour le travail décent: action-recherche*, Programme de finance sociale (2015). Disponible sur l'adresse suivante: http://www.ilo.org/empent/areas/social-finance/WCMS_171399/lang-fr/index.htm [consulté le 17 avril 2015].

²¹ BIT: *Programme Impact Insurance* (2015). Disponible sur l'adresse suivante: www.impactinsurance.org [consulté le 17 avril 2015].

Développer l'économie rurale par l'inclusion financière: le rôle de l'accès au financement

- Dans le cadre de son programme Impact Insurance, l'OIT joue un rôle de premier plan dans l'élargissement de l'accès aux produits d'assurance, notamment grâce à ses diverses activités de gestion et de diffusion des connaissances: recherche, technologie, conception de produits, canaux de distribution innovants, développement du marché ou valeur ajoutée pour le client.
- Grâce à sa structure tripartite, l'OIT dispose de points d'entrée uniques (p. ex. les organisations d'employeurs et de travailleurs) facilitant l'accès au financement en milieu rural, que d'autres organisations internationales ne sont pas en mesure de mobiliser. Cela lui permet de démultiplier son action de sensibilisation dans les zones rurales sans avoir à y mener directement de nombreuses interventions à petite échelle.
- Le programme de l'OIT de formation en gestion pour les institutions de microfinance est bien établi et reconnu. Bien qu'il traite déjà des défis posés par la finance rurale, il serait possible d'approfondir et d'enrichir le débat par une intensification des recherches sur ce sujet.
- Le programme de recherche-action Microfinance pour le travail décent a permis de recueillir des données fiables sur la contribution des institutions de microfinance à l'amélioration du travail décent au sein des groupes cibles, y compris dans les zones rurales.
- L'intervention conjointe de l'OIT et du PNUE auprès des grandes institutions financières en vue de renforcer leurs systèmes de gestion sociale et environnementale s'est révélée très prometteuse pour l'action future.

4. L'expérience de l'OIT à ce jour

L'OIT œuvre depuis 1991 à l'amélioration de l'accès au financement – plus de deux décennies qui lui ont permis d'approfondir sa réflexion sur le développement de l'économie rurale, dont on trouvera ci-après quelques exemples récents.

Microfinance pour le travail décent: *NWTF's Individual Emergency Fund* (Philippines)

Dans le cadre du programme d'action-recherche Microfinance pour le travail décent, la Fondation *Negros Women for Tomorrow* (NWTF) des Philippines lutte contre la vulnérabilité de ses clientes, essentiellement en milieu rural, et les forme à la gestion des risques. Le NWTF a mis sur pied un Fonds individuel d'urgence – en substance un produit d'épargne volontaire – dans lequel les participantes peuvent puiser en cas d'urgence. Le compte peut être bonifié par le taux d'intérêt majoré que les clientes reçoivent si elles remboursent le prêt à l'échéance. En associant ces deux caractéristiques, le NWTF espérait: i) renforcer le filet de sécurité dont disposent les clientes en cas d'urgence, et réduire leur tendance à emprunter au-delà de leurs moyens, à prélever de l'argent sur leur fonds de roulement, ou à suspendre les dépenses essentielles du ménage; et ii) réduire globalement l'exposition au risque du portefeuille de l'organisation.

L'évaluation du produit a montré un fort impact positif sur la réduction des emprunts multiples et le risque de surendettement des clientes. Par exemple, on a relevé une baisse: de 22 pour cent des emprunts contractés pour rembourser un autre prêt; de sept pour cent des incidents de remboursement; et de sept pour cent des emprunts auprès de prêteurs traditionnels. Au terme du projet du BIT, le NWTF

a poursuivi sa collaboration avec le partenaire de recherche afin d'améliorer le produit et d'accroître encore son impact²².

Fonds d'assurance rural, AMUCSS (Mexique)

Compte tenu de la vulnérabilité et de l'importance du secteur agricole, le gouvernement mexicain a élaboré plusieurs types de mécanismes d'assurance depuis les années 1960. En 1998, sous l'égide de son Agence nationale d'assurance (*Agroasemex*), il a mis en place un régime d'auto-assurance agricole (*Fondos de Autoaseguramiento*), destiné aux groupes d'agriculteurs existants. Les petits agriculteurs n'étaient pas exclus du Fonds, mais la faible taille de leurs organisations entravait leur participation.

Constatant les difficultés rencontrées par ces agriculteurs à bénéficier du régime public, la *Red Solidaria de Microseguros Rurales* (RedSol), réseau de courtiers d'assurances créé par l'*Asociación Mexicana de Uniones de Crédito del Sector Social* (AMUCSS)²³, a créé un fonds regroupant un nombre suffisant de petits agriculteurs pour constituer une entité financièrement viable, admissible au régime public existant. Durant la saison 2012-2013, la couverture d'assurance a été étendue à 1 985 petits agriculteurs, exploitant au total 2 797 hectares, principalement dédiés à la culture du maïs, du café et de l'arachide. La police d'assurance proposée offre en option une couverture contre certains risques, notamment:

²² BIT: *Microfinance for Decent Work: Innovation Partners*, Programme de Finance sociale (2011). Disponible sur l'adresse suivant: www.ilo.org/employment/WCMS_168044/lang-en/index.htm [consulté le 17 avril 2015].

²³ L'AMUCSS est un organisme à but non lucratif, qui dessert un réseau d'institutions financières rurales dans divers domaines: services de trésorerie, formation, méthodologies de microcrédit et d'épargne, micro-assurance, transferts de fonds, sécurité alimentaire et éducation financière.

Développer l'économie rurale par l'inclusion financière: le rôle de l'accès au financement

sécheresse, inondations, grêle, gel et basses températures, ouragans, cyclones, vents violents et tornades.

Projet-pilote: Assurance-bétail indicielle, Marsabit, ILRI (Kenya)

Ces dernières années, les sécheresses se sont graduellement aggravées dans les zones arides et semi-arides du Kenya, avec des effets dévastateurs sur la population locale. Pour en atténuer les effets, le programme *Impact Insurance* de l'OIT appuie l'Institut international de recherche sur le bétail (ILRI), qui travaille depuis 2010 à la réalisation d'un Projet d'assurance-bétail indicielle (IBLI), comportant plusieurs volets: marketing et communication, formation et vulgarisation, assurance et réseaux de distribution. Il a également testé dans le district de Marsabit (région nord du Kenya) un produit d'assurance donnant droit à une indemnisation en cas de perte de bétail due à la sécheresse.

Une évaluation préliminaire d'impact sur le bien-être des ménages révèle une différence d'attentes entre les ménages assurés et les autres par rapport à la sécheresse. Etant donné que les ménages assurés s'attendent à toucher rapidement une indemnisation, qu'ils ont l'intention d'utiliser essentiellement pour acheter de la nourriture et du bétail, la plupart d'entre eux n'envisagent pas la nécessité de stratégies d'adaptation draconiennes (p. ex. réduire leur alimentation, vendre du bétail), contrairement à leurs homologues non assurés²⁴.

Partenariat public-privé pour l'autonomie économique des populations vulnérables au VIH/SIDA le long des axes de communication (Zimbabwe)

L'OIT, le ministère du Travail du Zimbabwe et la *Small Enterprise Development Corporation (SEDCO)* se sont engagés dans un partenariat en 2011. Le long des axes de communication de Chirundu, Kotwa, Nyamapanda, Beitbridge

et Ngundu, l'OIT a lancé un programme en deux volets, offrant: i) des services de prévention et de soins du VIH/SIDA aux travailleurs du transport et aux populations, y compris les communautés rurales, le long de ces axes; ii) des services de conseil commercial aux populations vulnérables, afin de les aider à lancer ou améliorer leur entreprise, former des coopératives, ainsi qu'un accès aux services financiers, afin de renforcer leur résilience face aux conséquences du VIH/SIDA.

Grâce à ce partenariat, 10 coopératives d'épargne et de crédit (CEC), regroupant plus de 500 familles et plus de 1 000 bénéficiaires, ont été constituées, et 115 personnes porteuses du VIH/SIDA se sont jointes à une CEC, en partie grâce à l'acceptation de la communauté.

Renforcement des capacités pour l'investissement agricole responsable. Collaboration avec le *Africa Agriculture and Trade Investment Fund (AATIF)*

L'OIT collabore depuis juillet 2012 avec l'AATIF, qui investit dans des entreprises à divers niveaux de la chaîne de valeur agricole, en ciblant tant les PME et les grandes exploitations, que d'autres entreprises agricoles. Il peut s'agir d'investissements directs (p. ex. coopératives, fermes commerciales ou entreprises de transformation), ou indirects (p. ex. intermédiaires, institutions financières). En décembre 2014, l'AATIF avait en portefeuille huit investissements, dont il suit l'impact social et environnemental; en outre, il surveille un certain nombre d'indicateurs de développement, comme le revenu des ménages dans le cadre des projets de financement des petits agriculteurs. Cette structure innovante attire des investissements du secteur privé, grâce à l'effet de levier du financement public initial. Le programme comporte plusieurs étapes clés: élaboration d'une méthodologie d'évaluation des risques sociaux et environnementaux; expérience pilote dans 10 organisations; assistance technique de base en matière d'investissement.

5. Conseils pratiques et ressources

Considérant les lacunes identifiées en matière de finance rurale, l'OIT suggère de concentrer son action sur quelques axes: soutenir la création et l'innovation dans la prestation de services financiers en milieu rural; améliorer les compétences techniques et managériales des prestataires de services financiers afin d'améliorer l'offre dans les régions rurales isolées; créer un environnement propice au déblocage

du fort potentiel économique des zones rurales, pour le bénéfice de leurs populations. Le choix des orientations politiques doit être guidé par le contexte, à savoir un marché financier concurrentiel avec une multitude d'acteurs offrant des produits et services adéquats, répondant à la demande des utilisateurs.

²⁴ BIT: *Impact Insurance Facility: Piloting IBLI in Marsabit - ILRI* (2013). Disponible sur l'adresse suivant: www.impactinsurance.org/projects/lessons/piloting-ibli-marsabit [consulté le 17 avril 2015].

ENCADRÉ 2

Appui au développement des connaissances et à l'innovation en matière de finance rurale

Il faut effectuer des recherches pour mieux cerner la demande de services financiers en milieu rural, et identifier les difficultés que rencontrent les consommateurs de produits et services financiers, notamment: les spécificités de la demande; les obstacles liés au genre; les problèmes rencontrés par les épargnants et les établissements qui collectent l'épargne; et les difficultés auxquelles font face certains groupes, tels les jeunes, les handicapés, les autochtones et les ménages touchés par le VIH/SIDA.

Il faut également mener des études plus approfondies concernant l'impact de la prestation des services financiers sur les revenus des ménages ruraux, sur les conditions de travail et sur la création d'emplois, ainsi que sur la contribution potentielle des institutions financières à l'amélioration du travail décent dans les ménages ruraux. Par ailleurs, il faut effectuer des recherches sur les filières de valeur agricoles, afin d'identifier les réseaux auxquels les acteurs concernés font appel pour distribuer les intrants aux agriculteurs et recueillir leurs produits, et de les utiliser pour canaliser les services financiers, améliorer la gestion des risques et appuyer les actions de renforcement des capacités. Par ailleurs, étant donné l'impact des changements climatiques sur l'agriculture dans le monde, il faut mener des recherches concernant leur influence sur la demande de services financiers et leur pérennité.

S'agissant de l'innovation, les institutions financières ont besoin d'un soutien pour identifier et mettre en œuvre des moyens susceptibles d'abaisser les coûts de transaction, comme la création d'unités bancaires mobiles, et concevoir des produits financiers innovants répondant à la demande dans les zones rurales isolées. Il faudrait également examiner le rôle potentiel des technologies à faible coût (p. ex. les téléphones portables) dans l'extension de la prestation de services financiers aux personnes actuellement non desservies.

L'objectif devrait être d'offrir un éventail de services financiers adaptés aux divers acteurs du secteur: les producteurs agricoles (p. ex. assurance récolte et assurance bétail); l'industrie agricole (p. ex. crédit-bail, financement post-récolte et sur stock); les entreprises non agricoles (p. ex. élargissement de la gamme des produits de prêt); et les ménages consommateurs (p. ex. produits d'épargne, assurance maladie, prêts au logement et à la consommation).

Renforcer la capacité des prestataires à desservir les régions rurales et éloignées

Il faut renforcer les capacités de gestion et de gouvernance des prestataires de services financiers informels et semi-formels, comme les coopératives d'épargne et de crédit, les banques rurales et les groupes informels d'épargne, ainsi que celles des autres fournisseurs et canaux de distribution, tel les fournisseurs d'intrants, les gestionnaires de production externalisée ou les sociétés de téléphonie mobile. En outre, les prestataires informels devraient établir des liens avec les institutions financières traditionnelles, ce qui leur permettrait d'élargir leur gamme de services.

Il faut faire porter prioritairement l'effort sur l'amélioration des connaissances et de la capacité des banques commerciales à financer les filières de valeur selon d'autres modalités que les prêts traditionnels, garantis par cautionnement. En outre, on pourrait atténuer les risques inhérents aux portefeuilles composés essentiellement de produits agricoles en encourageant la diversification des avoirs détenus par les institutions financières. Les risques résultant du changement climatique doivent être pris en compte dans la gestion des portefeuilles financiers.

Il est également possible de renforcer les capacités des acteurs concernés en nouant des alliances entre les diverses institutions, par exemple en offrant des produits d'assurance par l'intermédiaire des établissements financiers, des détaillants, des opérateurs de réseaux mobiles ou des organismes communautaires. Enfin, l'investissement à l'impact peut contribuer à accroître les capacités de prêt des institutions financières, des négociants et des fournisseurs d'intrants.

Créer un environnement propice

Les gouvernements ont un rôle particulièrement important dans la création d'un environnement propice au financement. L'expérience passée démontre que les gouvernements devraient: i) supprimer, ou éviter de rétablir, les taux d'intérêt plafonnés, qui ne permettent pas aux prestataires de services financiers (notamment ceux qui desservent les populations rurales et éloignées) de recouvrer intégralement leurs coûts; ii) s'abstenir d'instituer des programmes publics de crédit ou de prêt de premier rang, directs ou subventionnés; iii) soutenir la création de l'épargne en adoptant une réglementation prudentielle, applicable aux intermédiaires financiers qui collectent l'épargne; iv) intégrer la finance rurale dans un programme global de développement du système financier; v) faciliter le lien entre les institutions financières formelles, informelles et semi-formelles, au lieu d'exercer des pressions sur ces deux dernières catégories pour les inciter à se muer en grandes institutions formelles, soumises à la réglementation; et vi) améliorer les infrastructures (p. ex. les communications, l'électricité, les transports) pour réduire les coûts de transaction.

Il faudrait augmenter les ressources consacrées à l'amélioration des connaissances financières des communautés rurales, grâce à des cours d'éducation financière et des programmes de formation dans le réseau de l'enseignement, et promouvoir une culture de l'épargne et de l'assurance au sein des populations rurales par des campagnes de sensibilisation, et des programmes d'éducation financière grâce au partage d'expériences et de témoignages entre les personnes bénéficiant d'une assurance et les autres.

S'agissant spécifiquement de l'assurance, il conviendrait d'appuyer le développement des produits d'assurance indicelle (p. ex. assurance-récolte/intempéries) par la collecte de données statistiques précises (p. ex. sur les précipitations régionales) et par la création d'infrastructures (p. ex. des stations météorologiques) pour recueillir des données et les communiquer aux assureurs ²⁵.

²⁵ FAO, IFAD, Fondation Ford: *An International Conference on Rural Finance Research: Moving Results into Policies and Practice*. Compte rendu des travaux (Rome, 19-21 mars); et e-conférences, 16-29 mai 2007.

Développer l'économie rurale par l'inclusion financière: le rôle de l'accès au financement

Outils

Bureau international du Travail (BIT): *Education financière: Manuels pour les formateurs*.

Série de documents de formation sur les connaissances et les compétences en matière de gestion financière; destinés à la formation des groupes vulnérables, y compris les femmes et les hommes pauvres, les familles dont les enfants travaillent, les jeunes et les travailleurs migrants.

Churchill, C.; Liber, D.; McCord, M.; Roth, J. (2003): *L'assurance et les institutions de microfinance: guide technique pour le développement et la prestation des services de microassurance* (Genève, BIT).

Guide à l'intention des gestionnaires d'institutions de microfinance (IMF) sur la conception et l'exploitation des produits fondamentaux d'assurance. Présente les concepts de base de l'assurance; décrit les conditions préalables à l'établissement d'une IMF, et les principales caractéristiques des cinq types de produits d'assurance.

Deelen, L.; Majurib, E. (2008): *Handbook for Village Bank Management Committees and Support Organizations & Ledger Guide* (Bangkok, BIT).

Outil pratique pour le renforcement des banques rurales; vise à donner aux personnes pauvres dans les zones rurales, souvent isolées, l'accès aux services financiers (épargne et crédit), à leur permettre de s'intégrer socialement et à accéder à une meilleure qualité de vie.

Publications

Churchill, C.; Dalal, A.; Ling, J. (2012): *Pathways towards greater impact: Better microinsurance models, products and processes for MFIs* (Genève, BIT).

L'expérience des IMF innovantes démontre clairement qu'elles peuvent offrir des services de gestion des risques, utiles aux clients comme aux IMF. Le document dresse un tableau exhaustif des défis relevés par les IMF et de leurs succès, et énumère dix recommandations clés.

Churchill, C.; Matul, M. (2012): *Protéger les plus démunis: guide de la microassurance*, Vol. II (Genève, BIT).

Ce produit d'information contient des chapitres sur le changement climatique, la prochaine génération de produits d'assurance indicielle pour les petits agriculteurs, et l'assurance bétail.

Frankiewicz, C.; Churchill, C. (2011): *Assurer le fonctionnement de la microfinance: gérer la diversification des produits* (Genève, BIT).

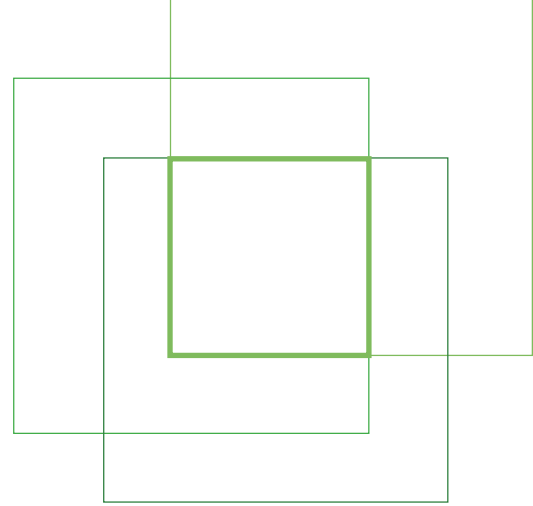
Chapitre, plus un cours individuel (en cours de rédaction) du programme de formation sur la gestion des IMF «Assurer le fonctionnement de la microfinance: gérer la diversification des produits».

Richter, P. (2011): *Renforcer des communautés rurales par l'inclusion financière* (Genève, BIT).

Orientations politiques sur l'inclusion financière des communautés rurales.



Portefeuille des notes d'orientation des politiques sur la promotion du travail décent dans l'économie rurale



Favoriser une croissance agricole inclusive pour parvenir à des meilleurs moyens de subsistance et à une plus grande sécurité alimentaire

- Travail décent, sécurité alimentaire et résilience des moyens de subsistance en milieu rural
- Travail productif et décent dans l'agriculture

Encourager la diversification économique et la transformation des systèmes de production pour l'emploi rural

- Diversification économique de l'économie rurale
- Promouvoir le travail décent pour les travailleurs ruraux qui sont au bas de la chaîne d'approvisionnement
- Le rôle des entreprises multinationales dans la promotion du travail décent dans les zones rurales
- Transition de l'économie rurale informelle vers l'économie formelle
- Le tourisme durable: catalyseur du développement socio-économique inclusif et de la réduction de la pauvreté dans les régions rurales

Favoriser l'accès à des services, à une protection et à des investissements à forte intensité de main-d'œuvre

- Donner accès à des services de qualité dans l'économie rurale pour favoriser la croissance et le développement social
- Étendre la protection sociale à l'économie rurale
- Développer l'économie rurale par l'inclusion financière: Le rôle de l'accès au financement
- Investissements à haute intensité de main-d'œuvre dans les infrastructures rurales en vue du développement économique, de la protection sociale, de la protection de l'environnement et de la croissance inclusive

Garantir la pérennité et l'exploitation des avantages des ressources naturelles

- Une transition juste vers une économie rurale résiliente et durable
- Le travail décent dans la foresterie
- Exploiter le potentiel des industries extractives
- Eau et amélioration des moyens de subsistance en milieu rural

Accroître la représentation des populations rurales grâce à l'organisation de la promotion des droits, des normes et du dialogue social

- Droits au travail dans l'économie rurale
- Promouvoir le dialogue social dans l'économie rurale
- Favoriser le développement local dans les zones rurales grâce aux coopératives et aux autres entreprises et organisations de l'économie sociale et solidaire
- Travail décent pour les peuples autochtones et tribaux dans l'économie rurale
- Donner des moyens d'action aux femmes dans l'économie rurale
- Travail décent pour les jeunes ruraux
- Promouvoir des politiques équitables et efficaces en matière de migration de main-d'œuvre dans l'agriculture et les zones rurales

Améliorer la base de connaissances sur le travail décent dans l'économie rurale

- Enrichir la base de connaissances pour favoriser la promotion du travail décent dans le monde rural

Pour plus d'informations, visitez notre site web: www.ilo.org/rural ou écrivez à: rural@ilo.org

Copyright © Organisation internationale du Travail - Première édition (2019)

Ce document fait partie du Portefeuille des notes d'orientation des politiques sur la promotion du travail décent dans l'économie rurale https://www.ilo.org/global/topics/economic-and-social-development/rural-development/WCMS_436224/lang-fr/index.htm